



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**

Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/68/7  
6 novembre 2012

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Soixante-huitième réunion  
Montréal, 3-7 décembre 2012

**RAPPORT GLOBAL D'ACHÈVEMENT DE PROJETS  
DE L'ANNÉE 2012**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

## TABLE DES MATIÈRES

Sommaire analytique.....	3
I. Aperçu des rapports d'achèvement de projets reçus et dus.....	3
II. Analyse des rapports d'achèvement de projets d'investissement.....	6
(a) Rapports d'achèvement de projets reçus et dus.....	6
(b) Élimination réalisée de substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO).....	6
(c) Retards dans la mise en œuvre.....	6
(d) Caractère complet de l'information.....	7
(e) Évaluation générale et cote.....	8
III. Analyse des rapports d'achèvement de projets ne portant pas sur des investissements.....	8
(a) Rapports d'achèvement de projets reçus et dus.....	8
(b) Financement, retards, élimination et évaluation.....	8
(c) Qualité de l'information reçue.....	10
IV. Calendrier de remise des rapports d'achèvement de projets en 2013.....	10
V. Amélioration de la cohérence des données fournies dans les rapports d'achèvement de projets et les rapports périodiques annuels.....	10
VI. Enseignements tirés.....	11
VII. Mesures que pourrait prendre le Comité exécutif .....	15

### Annexes:

- I Statistiques
- II Enseignements tirés déclarés dans les rapports d'achèvement de projets

## Sommaire analytique

1. Le présent rapport a pour objet de donner au Comité exécutif une vue d'ensemble des résultats indiqués dans les rapports d'achèvement de projets (RAP) reçus durant la période de compte rendu, c'est-à-dire depuis la 65<sup>e</sup> réunion tenue en novembre 2011. Un projet de rapport a été envoyé aux agences d'exécution ainsi qu'aux agences bilatérales concernées. Les observations reçues ont été prises en compte pour l'élaboration du rapport final. Les RAP que les agences d'exécution doivent soumettre pour 2013 sont indiqués dans le Tableau IV de l'Annexe I. Le nombre total de RAP reçus pour les projets d'investissement en 2012 est passé à 18 (comparé à 12 en 2011), tandis que le nombre total de RAP à remettre sur les projets d'investissement achevés est tombé de 24 à 14. Dans le cas des projets ne portant pas sur des investissements, le nombre de RAP reçus en 2012 a chuté de 73 à 16, alors que le nombre de RAP à soumettre est passé de 94 à 105. Le PNUD, le PNUE, l'ONUDI et la Banque mondiale n'ont pas respecté entièrement le calendrier de remise convenu pour les trois premiers trimestres de 2012.

2. Les 18 RAP soumis sur des projets d'investissement ont été examinés en fonction des facteurs suivants : élimination réalisée, retards de mise en œuvre, caractère complet des informations et cohérence des données, évaluation générale et enseignements tirés. Les 16 RAP ne portant pas sur des investissements contiennent pour la plupart des informations et des analyses importantes.

3. Un nombre d'enseignements intéressants ont été signalés et sont résumés dans la section VI du présent rapport. Certains portent sur la mise en œuvre de projets de démonstration, d'autres sur divers aspects de la mise en œuvre du projet d'investissement, sur l'assistance technique et la formation. Une liste récapitulative des enseignements généraux tirés, facile à lire et à utiliser, a été établie et insérée à la fin du présent rapport. L'Annexe II rend compte d'un certain nombre de ces leçons. La liste complète, disponible sur demande, peut aussi être consultée sur l'intranet du Secrétariat du Fonds dans la section d'évaluation, sous la rubrique des rapports d'achèvement de projets. Un nombre d'enseignements intéressants ont été signalés.

4. Le Comité exécutif n'a pas à donner suite aux enseignements tirés, puisqu'ils ne portent pas sur des questions que le Comité n'a pas encore examinées; ces enseignements apportent simplement une perspective intéressante sur l'exécution des projets pour les responsables de la préparation et de la mise en œuvre des projets au sein des agences d'exécution et des agences bilatérales, les intermédiaires financiers, les unités de gestion de projet (UGP), ainsi que les bureaux nationaux d'ozone (BNO). Les réunions régionales de réseau pourraient être des tribunes utiles pour discuter des enseignements tirés sur la mise en œuvre des projets dans les régions. Le Secrétariat du Fonds en tient également compte dans l'examen des projets et des accords d'élimination.

5. Les recommandations soumises à l'examen du Comité exécutif à la fin du présent document portent sur le calendrier de soumission des RAP de la prochaine année par les agences, la cohérence accrue des données, la fourniture des renseignements manquants, la nécessité d'établir des modèles de rapport d'achèvement de projets pour les accords pluriannuels et l'application des leçons tirées mentionnées dans les RAP à la préparation et à la mise en œuvre de projets futurs.

### **I. Aperçu des rapports d'achèvement de projets reçus et dus**

6. Le nombre total de RAP reçus pour les projets d'investissement en 2012 est passé à 18 (comparativement à 12 en 2011), tandis que le nombre total de RAP dus pour les projets d'investissement achevés a chuté de 24 à 14. Dans le cas des projets ne portant pas sur des investissements, le nombre reçu en 2012 est tombé de 73 à 16, et le nombre de RAP dus est passé de 94 à 105. Le PNUD, le PNUE, l'ONUDI et la Banque mondiale n'a pas respecté totalement la date limite de soumission pour les trois premiers trimestres de 2012 (voir Tableau I de l'Annexe I).

7. Au 16 septembre 2012, le PNUD, qui est chargé de mettre en œuvre le plus grand nombre de projets d'investissement, a présenté 5 RAP au lieu de 1 RAP sur des projets d'investissement devant être soumis à fin de septembre de l'année en cours, et 8 RAP au lieu des 8 RAP dus sur des projets ne portant pas sur des investissements. Le PNUE a soumis 6 RAP par rapport aux 57 RAP devant être soumis fin juillet de l'année en cours, et l'ONUDI a présenté 1 RAP au lieu de 0 RAP sur des projets d'investissement prévus pour la fin juillet de l'année en cours. La Banque mondiale a soumis 9 RAP, alors qu'elle devait remettre 6 RAP sur des projets d'investissement et 2 RAP comparativement à 4 RAP sur des projets ne portant pas sur des investissements, prévus pour juin de l'année en cours.

8. Depuis la création du Fonds multilatéral, les agences d'exécution et les agences bilatérales ont soumis, au 16 septembre 2012, un nombre total de 1 820 RAP sur des projets d'investissement et 956 RAP sur des projets ne portant pas sur des investissements, soit respectivement 99,2 % (comparé à 98,7 % l'année dernière) et 89,8 % (90,8 % l'année dernière) des RAP sur les projets achevés au 31 décembre 2011. Les Tableaux 1 et 2 ci-après donnent les détails par agence, incluant des chiffres comparatifs avec les deux périodes de compte rendu précédentes.

Tableau 1

**APERÇU DES PROJETS D'INVESTISSEMENT**

(À l'exception des projets pluriannuels)

Agence	Projets achevés en date de décembre 2011	Nombre total de RAP reçus pour les projets achevés en date de décembre 2011	RAP dus	RAP reçus durant la période de compte rendu		
				2010	2011	2012 <sup>1</sup>
France	15	11 <sup>2</sup>	4	0	0	1
Allemagne	19	19 <sup>3</sup>	0	1	N/D	N/D
Italie	10	9 <sup>4</sup>	1	N/D	2	2
Japon	6	6	0	N/D	N/D	N/D
Espagne	1	1	0	N/D	N/D	N/D
PNUD	889	887 <sup>5</sup>	2	2	1	5
ONUDI	438	438 <sup>6</sup>	0	13	9	1
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1	1	0	N/D	N/D	N/D
États-Unis d'Amérique	2	2	0	N/D	N/D	N/D
Banque mondiale	453	446 <sup>7</sup>	7	1	0	9
<b>Total</b>	<b>1 834</b>	<b>1 820</b>	<b>14</b>	<b>17</b>	<b>12</b>	<b>18</b>

<sup>1</sup> Après la 65<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif (du 18 novembre 2011 au 15 septembre 2012).

<sup>2</sup> La France a également soumis un RAP pour des projets pluriannuels.

<sup>3</sup> L'Allemagne a soumis un RAP pour des projets pluriannuels.

<sup>4</sup> L'Italie a également soumis un RAP pour des projets pluriannuels.

<sup>5</sup> Le PNUD a également soumis 2 RAP sur des projets annulés, 2 RAP pour des projets en cours et 1 RAP pour des projets pluriannuels.

<sup>6</sup> L'ONUDI a également soumis 2 RAP sur des projets annulés, 9 rapports d'annulation et 14 RAP pour des projets pluriannuels.

<sup>7</sup> La Banque mondiale a également soumis 2 RAP sur des projets annulés.

9. Le PNUE a le plus grand nombre de RAP dus (66 pour des projets ne portant pas sur des investissements), suivi de la Banque mondiale avec 7 RAP dus pour des projets d'investissement et 6 RAP pour des projets ne portant pas sur des investissements achevés à la fin de 2011. Le PNUD doit

remettre 2 RAP pour des projets d'investissement et 6 RAP pour des projets ne portant pas sur des investissements. Dans le cas de plusieurs agences bilatérales, le nombre de RAP à remettre pour des projets d'investissement et des projets ne portant pas sur des investissements varie entre 1 et 17 (voir Tableaux 1 et 2).

Tableau 2

**APERÇU DES PROJETS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS**

(Excluant la préparation des projets, les programmes de pays, les projets pluriannuels et les projets en cours tels que les activités de réseau et de centre d'échange, ainsi que les projets de renforcement des institutions)

Agence	Projets achevés en date de décembre 2011	Nombre total de RAP reçus pour les projets achevés en date de décembre 2011	RAP dus	RAP reçus durant la période de compte rendu		
				2010	2011	2012 <sup>1</sup>
Australie	25	25 <sup>2</sup>	0	0	17	N/D
Autriche	1	1	0	N/D	N/D	N/D
Canada	57	54	3	1	2	0
Danemark	1	1	0	N/D	N/D	N/D
Finlande	5	5	0	3	N/D	N/D
France	27	14	13	1	0	0
Allemagne	54	51	3	10	0	0
Israël	1	1	0	N/D	N/D	N/D
Japon	12	8	4	N/D	0	0
Pologne	1	1	0	N/D	N/D	N/D
Portugal	1	0	1	N/D	N/D	0
Singapour	2	0	2	0	0	0
Afrique du Sud	1	1	0	N/D	N/D	N/D
Espagne	3	3	0	N/D	N/D	N/D
Suède	5	4 <sup>3</sup>	1	3	3	0
Suisse	3	3	0	N/D	N/D	N/D
PNUD	257	251 <sup>4</sup>	6	12	15	8
PNUE	421	355 <sup>5</sup>	66	25	33	6
ONUDI	108	108 <sup>6</sup>	0	5	3	N/D
États-Unis d'Amérique	40	40	0	N/D	N/D	N/D
Banque mondiale	36	30	6	0	0	2
<b>Total</b>	<b>1 061</b>	<b>956</b>	<b>105</b>	<b>60</b>	<b>73</b>	<b>16</b>

<sup>1</sup> Après la 65<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif (du 18 novembre 2011 au 15 septembre 2012).

<sup>2</sup> L'Australie a également soumis 1 rapport d'annulation de projet.

<sup>3</sup> La Suède a également soumis 3 RAP pour des projets pluriannuels et 3 RAP pour des projets transférés.

<sup>4</sup> Le PNUD a également soumis 2 RAP pour des projets transférés, 1 RAP pour un projet pluriannuel et 1 RAP pour un projet en cours.

<sup>5</sup> Le PNUE a également soumis 11 RAP pour des projets pluriannuels.

<sup>6</sup> L'ONUDI a également soumis 3 RAP pour des projets pluriannuels.

## II. Analyse des rapports d'achèvement de projets d'investissement

### a) Rapports d'achèvement de projets reçus et dus

10. Le PNUD est l'agence qui a remis le plus grand nombre de RAP pour des projets d'investissement, notamment dans les secteurs des mousses et de la réfrigération. La réfrigération est toutefois le secteur pour lequel le plus grand nombre de RAP est dû, suivie par les aérosols. Les RAP des secteurs de la réfrigération (5) et des aérosols (3) représentent au total 57,1 % des 14 RAP encore attendus de toutes les agences pour les projets d'investissement achevés à la fin de 2011 (voir Tableau II de l'Annexe I). L'arriéré des RAP encore dus sur les premiers projets d'investissement achevés d'ici la fin de 2001 a été éliminé et il ne reste que deux rapports pour des projets achevés avant 2005.

11. Les 18 RAP reçus durant la période de compte rendu (du 18 novembre 2011 au 15 septembre 2012) comprennent des projets réalisés dans 13 pays.

### b) Élimination réalisée de substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO)

12. L'élimination de SAO réalisée dans le cadre de projets faisant l'objet des 18 RAP est jugée conforme aux prévisions dans la plupart des cas, mais l'élimination totale déclarée est légèrement supérieure à la quantité prévue (voir Tableau 3 ci-après). Par ailleurs, dans le cas de 4 des 18 rapports, les données d'élimination de SAO indiquées dans le RAP sont différentes de celles figurant dans le rapport périodique de 2011. Des différences importantes sont notées pour ces projets particuliers, et les agences intéressées sont en voie de les résoudre. Par contre, le nombre de cas comportant de tels écarts et le niveau de différence sont supérieurs à l'année dernière.

Tableau 3

#### SAO ÉLIMINÉES PAR PROJET FAISANT L'OBJET DE RAP

Agence	Nombre de projets	RAP		Rapport périodique de 2011	
		Élimination de PAO prévue	PAO éliminés	Élimination de PAO prévue	PAO éliminés
Bilatérale	3	112,1	112,1	445,2	114,9
PNUD	5	560,6	563,0	70,8	70,8
ONUDI	1	97,0	97,0	97,0	97,0
Banque mondiale	9	1 621,4	1 626,8	1 621,4	1 633,5
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>2 391,1</b>	<b>2 399,0</b>	<b>2 234,4</b>	<b>1 916,2</b>

### c) Retards dans la mise en œuvre

13. Sur les 18 projets, 16 comportaient des retards allant de 5 à 53 mois; deux RAP ont été achevés avant la date prévue. Dans 61,1 % des 18 projets, les retards ont dépassé 12 mois, comparativement à 33,3 % des projets pour lesquels des RAP ont été reçus l'an dernier. Les retards indiqués dans les RAP en 2012 sont passés en moyenne de 12 à 25 mois et la durée moyenne des projets est passée de 42 à 53 mois (voir Tableau 4 ci-après).

14. Le faible nombre de RAP visés dans l'analyse ne permet pas l'examen des tendances. Les retards sont dus dans la plupart des cas à l'entreprise (8), à l'agence (7), au fournisseur (5), à des facteurs externes (3) et aux pouvoirs publics (2).

Table 4

**RETARDS DANS LA MISE EN ŒUVRE**

(Les chiffres entre parenthèses après le total sont les résultats de l'année dernière, indiqués aux fins de comparaison)

Agence	Nombre de projets	Retards moyens selon le RAP (mois)	Retards moyens selon le rapport périodique de 2011 (mois)	Durée moyenne selon le RAP (mois)	Durée moyenne selon le rapport périodique de 2011 (mois)
Bilatérale	3	26,39	35,17	42,62	51,40
PNUD	5	22,33	17,94	53,97	51,76
ONUDI	1	20,27	20,27	46,67	46,67
Banque mondiale	9	25,59	25,48	56,38	56,26
<b>Total</b>	18 (12)	24,52 (12,16)	25,56 (17,43)	52,88 (42,27)	53,91 (49,25)

**d) Caractère complet de l'information**

15. L'information essentielle a été fournie de façon plus régulière que l'an dernier; ainsi, 77,8 % des RAP contiennent la liste de la consommation annuelle de SAO et des produits de remplacement, comparativement à 91,7 % l'an dernier (voir Tableau 5 ci-après). Cependant, les informations sont souvent incomplètes, notamment en ce qui concerne la consommation annuelle de SAO et des produits de remplacement (22,2 % des RAP par rapport à 8,3 % en 2011) et la liste des coûts d'exploitation détaillés (38,9 % par rapport à 8,3 % en 2011).

Tableau 5

**INFORMATIONS FOURNIES DANS LES RAPPORTS D'ACHÈVEMENT DE PROJETS D'INVESTISSEMENT REÇUS DURANT LA PÉRIODE DE COMPTE RENDU**

(Les chiffres entre parenthèses sont les résultats de l'an dernier, indiqués aux fins de comparaison)

	Fournies		Incomplètes		«Sans objet»*		Non fournies	
	Nombre de projets	%	Nombre de projets	%	Nombre de projets	%	Nombre de projets	%
Liste de la consommation annuelle de SAO et de produits de remplacement	14	77,8 (91,7)	4	22,2 (8,3)	0	0,0 (0,0)	0	0,0 (0,0)
Liste des biens d'équipement	17	94,4 (100,0)	0	0,0 (0,0)	1	5,6 (0,0)	0	0,0 (0,0)
Détails des coûts d'exploitation	5	27,8 (16,7)	7	38,9 (8,3)	5	27,8 (75,0)	1	5,6 (0,0)
Liste d'équipements détruits	10	55,6 (25,0)	2	11,1 (0,0)	4	22,2 (75,0)	2	11,1 (0,0)

\* Selon les indications des agences d'exécution

e) **Évaluation générale et cote**

16. Les agences d'exécution ont accordé la cote «très satisfaisant» à 33,3 % des projets au cours de la période de compte rendu, ce qui représente une diminution par rapport aux 66,7 % de l'année précédente; 55,6 % des projets ont reçu la cote «satisfaisant», comparé à 25 % en 2011, et 11,1 % sont jugés «moins satisfaisant» par rapport à 8,3 % l'année précédente (voir Tableau 6 ci-après).

Tableau 6

**NOUVELLE ÉVALUATION GÉNÉRALE DE L'EXÉCUTION DES PROJETS PAR LES AGENCES DANS LE NOUVEAU MODÈLE DE RAPPORT D'ACHÈVEMENT DE PROJETS**

**(Les chiffres entre parenthèses sont les résultats de l'année précédente, indiqués aux fins de comparaison)**

Évaluation	Bilatérale	Banque mondiale	PNUD	ONUDI	Total	Pourcentage du total %
Très satisfaisant	1	3	2		6	33,3 (66,7)
Satisfaisant	1	5	3	1	10	55,6 (25,0)
Moins satisfaisant	1	1			2	11,1 (8,3)
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>18</b>	<b>100,0</b>

**III. Analyse des rapports d'achèvement de projets ne portant pas sur des investissements**

a) **Rapports d'achèvement de projets reçus et dus**

17. Seize RAP ont été reçus pour des projets ne portant pas sur des investissements, dont la majorité porte sur des projets d'assistance technique réalisés essentiellement par le PNUD, le PNUE et la Banque mondiale. Le PNUE a soumis moins de RAP que les années précédentes. Dans le cas des projets bilatéraux d'assistance technique, il reste encore 21 RAP à remettre, ainsi que 5 RAP sur les projets de formation et 1 RAP sur un projet de démonstration (voir Tableau III de l'Annexe I). Le présent examen n'a pas porté sur les programmes de pays, la préparation de projet, ni sur les activités récurrentes du PNUE (dont le travail de réseau), pour lesquels un RAP n'est pas requis, selon la décision 29/4.

b) **Financement, retards, élimination et évaluation**

18. Les dépenses totales réelles pour tous les projets achevés ne portant pas sur des investissements et faisant l'objet d'un RAP représentent 97 % des dépenses prévues, ce qui indique des économies générales (voir Tableau 7). Ces données doivent être reconfirmées une fois que les chiffres financiers définitifs seront disponibles.



Tableau 7

**BUDGETS, ÉLIMINATION ET RETARDS INDIQUÉS DANS LES RAP REÇUS POUR DES PROJETS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS**

(Les chiffres entre parenthèses sont les résultats de l'an dernier, indiqués aux fins de comparaison)

Agence	Nombre de projets	Fonds approuvés	Fonds décaissés (\$US)	PAO à éliminer (tonnes PAO)	PAO éliminés (tonnes PAO)	Durée moyenne des retards (mois)
PNUD	8	2 215 000	2 104,982	154,8	154,8	54,40 (31,58)
PNUE	6	1 000 000	987 192	44,2	27,7	25,72 (28,28)
Banque mondiale	2	925 450	907 382	1 090,0	1 090,0	35,52 (0,0)
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>4 140 450</b>	<b>3 999 556</b>	<b>1 289,0</b>	<b>1 272,5</b>	<b>41,28 (30,85)</b>

19. Les causes de retards dans la mise en œuvre des projets restent très variées. Un des 16 projets ne portant pas sur des investissements a été achevé dans les délais. Quinze projets ont accusé des retards allant de 12 à 120 mois. Dans 14 cas, soit 87,5 % des projets, les retards ont duré plus de 12 mois. Huit projets ont accusé des retards de 37 à 120 mois.

20. Le PNUD accuse des retards de durée moyenne croissante (54,4 mois par rapport à 31,58 mois l'an dernier). La durée moyenne des retards dans les projets du PNUE a chuté de 28,28 à 25,72 mois, et les retards accusés par les projets de la Banque mondiale sont de 35,52 mois. La durée moyenne des retards dans les projets ne portant pas sur des investissements est de 41,28 mois au-delà de la date prévue d'achèvement, soit une augmentation par rapport à la durée moyenne de 30,85 mois pour l'année 2011.

21. La différence entre l'élimination prévue de PAO et l'élimination déclarée est presque entièrement attribuable à un projet mis en œuvre par le PNUE, qui a obtenu une élimination effective de SAO inférieure aux quantités prévues.

22. Au total, 12,5 % des projets ont reçu la cote «très satisfaisant», ce qui représente une augmentation par rapport à l'an dernier (5,6 %); 25 % ont reçu la cote «satisfaisant comme prévu», ce qui est également inférieur à l'année précédente où ce chiffre était de 31 %, et 50 % étaient jugés «satisfaisant mais non comme prévu», un résultat inférieur à l'an dernier où ce chiffre était de 60,6 % (voir Tableau 8). La validité de ces cotes ne peut être vérifiée que durant les évaluations. Aucune explication précise justifiant la cote n'a été fournie pour plusieurs projets ayant reçu la cote «satisfaisant mais non comme prévu». Deux des 16 projets ne portant pas sur des investissements ont indiqué que la cote était «sans objet».

Tableau 8

## ÉVALUATION GÉNÉRALE PAR LES AGENCES DES PROJETS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS

(Les chiffres entre parenthèses sont les résultats de l'an dernier, indiqués aux fins de comparaison)

Cote	Banque mondiale	PNUD	PNUE	Total	Pourcentage du total %
Très satisfaisant		1	1	2	12,5 (5,6)
Satisfaisant ou satisfaisant comme prévu	2	2		4	25,0 (31,0)
Satisfaisant mais non comme prévu		3	5	8	50,0 (60,6)
Sans objet		2		2	12,5 (1,4)
Non indiqué				0	0,0 (1,4)
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>16</b>	<b>100,0</b>

### c) Qualité de l'information reçue

23. La plupart des RAP pour des projets ne portant pas sur des investissements contiennent beaucoup d'informations et une analyse approfondie. Cependant, les sections sur les raisons des retards et les mesures correctrices ne sont pas toujours remplies. Le retard est souvent attribuable à l'entreprise, au gouvernement, à l'agence, à des facteurs externes et à la conception.

24. Par ailleurs, aucune série d'indicateurs standard n'est disponible pour évaluer des activités similaires ou pour en mesurer les incidences. Une définition concise normalisée d'indicateurs pour évaluer les résultats faciliterait la compréhension des problèmes, accélérerait la rédaction des rapports, renforcerait les communications, rendrait les comptes rendus plus pertinents et permettrait la comparaison entre diverses expériences.

25. Les BNO ont formulé des observations sur les projets de RAP pour 13 (81,3 %) des 16 rapports reçus, et les agences d'exécution ont fait de même pour 14 (87,5 %) des 16 cas. Ce résultat est inférieur à celui de l'an dernier où 94,4 % des rapports reçus contenaient des observations des agences d'exécution. Les BNO ont aussi présenté des observations plus souvent que l'année dernière, où ils n'ont commenté que 74,6 % des rapports reçus.

### IV. Calendrier de remise des rapports d'achèvement de projets pour 2013

26. Comme dans les années précédentes, les agences d'exécution ont présenté des calendriers de remise des RAP dus. Le Tableau IV de l'Annexe I montre les RAP dus pour des projets achevés au 31 décembre 2011 et tient compte du nombre de RAP non remis au 16 septembre 2012. Outre les rapports indiqués dans le calendrier, les agences d'exécution soumettront en 2013 des RAP portant sur des projets achevés en 2012.

### V. Amélioration de la cohérence des données communiquées dans les rapports d'achèvement de projets et les rapports périodiques annuels

27. La décision 65/5 b) i) demande aux agences d'exécution d'établir, en collaboration avec le Secrétariat du Fonds, la cohérence complète des données communiquées dans les RAP, contenues dans l'inventaire des projets approuvés et fournies dans les rapports périodiques annuels, d'ici la mi-

février 2012. Le Secrétariat du Fonds a communiqué à toutes les agences des renseignements détaillés sur le caractère complet des données et les écarts dans les RAP reçus par rapport à l'inventaire ou aux rapports périodiques. Tous les cas de renseignements incomplets ou de données contradictoires dans les RAP reçus en 2003, 2004 et 2009 sont maintenant réglés, mais le processus se poursuit avec le PNUD et la Banque mondiale (pour certains RAP reçus en 2005) (voir Tableau V de l'Annexe I), avec plusieurs agences pour des RAP reçus en 2006 (voir Tableau VI de l'Annexe I), avec la Banque mondiale pour des RAP reçus en 2007 (voir Tableau VII de l'Annexe I), avec plusieurs agences pour des RAP reçus en 2008 (voir Tableau VIII de l'Annexe I), avec plusieurs agences pour des RAP reçus en 2010 (voir Tableau IX de l'Annexe I) et avec plusieurs agences pour des RAP reçus en 2011 (voir Tableau X de l'Annexe I).

28. Durant la période de compte rendu, 13 RAP ont été reçus avec des informations incomplètes et 23 avec des données contradictoires (voir Tableau XI de l'Annexe I). Le nombre de RAP avec des informations incomplètes a augmenté (13 RAP au lieu de 11 RAP comme l'an dernier). Le nombre total de RAP comportant des données contradictoires a diminué (23 RAP comparativement à 48 RAP l'année dernière).

29. Afin d'améliorer la cohérence des données et faciliter la préparation des RAP, depuis juillet 2004, les agences peuvent télécharger les données essentielles des projets à partir du site web du Secrétariat du Fonds. L'inscription du numéro ou du titre du projet fait apparaître la première page du RAP qui se remplit automatiquement avec des renseignements tirés de la base de données de l'inventaire des projets du Secrétariat du Fonds, notamment les données réelles et les remarques des derniers rapports périodiques. Cependant, le nombre toujours élevé de rapports contenant des données contradictoires montre que ce service n'est pas suffisamment utilisé.

## **VI. Enseignements tirés**

30. Il a été signalé qu'un certain nombre de RAP ont permis de tirer des leçons qui donnent un aperçu fort utile des différents aspects de la mise en œuvre de projets, notamment, sur les succès et les échecs enregistrés dans la mise en œuvre des différents projets. Ces enseignements constituent une somme importante de connaissances sur les problèmes pratiques que les différents pays ont rencontrés dans l'exécution des projets et sur les solutions auxquelles ils ont eu recours pour les surmonter. Les textes révisés de ces enseignements tirés figurent à l'Annexe II, néanmoins, un certain nombre d'entre eux sont résumés ci-après sous différentes rubriques. La liste complète des leçons provenant de la base de données des RAP est disponible sur demande, y compris celles qui sont signalées dans les RAP reçus après la date butoir du 15 septembre 2012. On les trouve également sur l'intranet du Secrétariat du Fonds dans la Section Évaluation relevant de la rubrique relative aux RAP.

### Leçons tirées de la mise en œuvre des projets de démonstration

31. Un projet d'élimination du bromure de méthyle au Mexique a fait ressortir la nécessité, une fois le projet achevé, que les résultats, les analyses et les rapports comportent une évaluation des aspects économiques et financiers du projet de démonstration. Ainsi, les sociétés disposeraient-elles d'informations leur permettant de se préparer à l'interdiction prochaine de l'utilisation du bromure de méthyle. Cette leçon vaut pour tout type de projet de démonstration.

### Leçons tirées de la mise en œuvre de projets d'investissement

32. Une étroite collaboration entre le BNO et l'entreprise est vitale pour une bonne exécution des projets. Un cadre juridique institué au cours de leur durée de vie motivera la société à mettre en œuvre plus rapidement les activités des projets.

33. Une coordination entre la société bénéficiaire, le BNO, et l'agence d'exécution est capitale pour le succès de la mise en œuvre des projets. Pour ce qui est de ceux dont les activités sont liées à l'élaboration d'un produit, certains retards peuvent apparaître lors de leur mise en œuvre; ainsi, faudrait-il songer à consacrer davantage de temps à l'élaboration du produit lors de la préparation du projet.

34. Les facteurs culturels et socioéconomiques jouent un rôle important dans la mise en œuvre du projet et ne devraient pas être ignorés. En Chine, on a constaté que la langue pouvait être un obstacle à l'efficacité de l'exécution d'un projet lorsqu'on traitait avec des petites entreprises.

35. Le RAP pour un projet de conversion à la technologie d'affichage à cristaux liquides en Tunisie fait ressortir que, tout en reconnaissant que cette technologie est une option viable qui permet de remplacer celles qui sont à base de substances qui appauvrissent la couche d'ozone, elle est néanmoins difficile à appliquer et elle risque de ne pas être adaptée à tous les environnements économiques.

36. Les rapports énumèrent aussi les causes possibles des retards enregistrés dans la mise en œuvre de projets d'investissement, dont voici quelques exemples:

- Le cheminement qui conduit à une innovation nécessite parfois plus de temps que prévu lorsque la recherche de solutions novatrices s'impose. En outre, malheureusement, ces solutions ne sont pas bien documentées ou les compétences techniques pour mettre en œuvre le procédé de conversion sont insuffisantes.
- Les changements de propriétaires peuvent conduire à des changements de priorités et de destination des ressources d'investissement, ce qui peut entraîner des retards dans la mise en œuvre du projet et, au pire, à leur annulation en raison d'une incompatibilité avec les nouveaux propriétaires. L'adoption de mécanismes contraignants liant les parties, au cours de la mise en œuvre du projet, permet le cas échéant d'éviter une telle situation.

#### Leçons tirées des projets d'assistance technique

37. Un rapport sur un projet pilote exécuté au Mexique recommande une optimisation en deux phases : premièrement, en laboratoire, dans la société de formulation et, deuxièmement, à l'usine de certains utilisateurs finals en tenant compte de leurs critères commerciaux et de l'environnement industriel.

38. De nombreuses questions sont liées à la mise en œuvre des projets régionaux. Il importe de les prendre en compte parce que les projets régionaux sont communs à divers secteurs. Parmi les questions évoquées figurent celles qui sont énumérées ci-après:

- a) ce type de projet peut être caractérisé par la lenteur des échanges de communication parce que tous les pays n'ont pas facilement accès à l'internet et aux télécommunications;
- b) la précision des données recueillies reste problématique. En République démocratique du Congo, par exemple, une étude nationale réalisée dans le cadre du projet n'a pas permis de répertorier la moindre utilisation de bromure de méthyle. Cela étant, les pays voisins ont indiqué que la plupart des importations illégales de bromure de méthyle provenaient de la République démocratique du Congo;

- c) étant donné la nécessité d'adopter une approche régionale et le grand nombre de pays concernés, il a fallu mettre en place un suivi très intense à tous les stades de la mise en œuvre, ce qui peut prendre du temps et absorber des ressources humaines;
- d) pour renforcer le sentiment d'appropriation des participants, chaque pays a reçu son propre contrat pour entreprendre certaines activités. Cette approche a engendré un suivi et des travaux administratifs importants (plusieurs prolongations et modifications de contrats ont été nécessaires au cours de la mise en œuvre du projet). Dans d'autres cas, il a été observé qu'en raison du financement limité, certains pays ne se sont pas véritablement engagés dans le projet;
- e) divers besoins locaux à l'échelon du BNO ont ralenti la mise en œuvre;
- f) les rapports soulignent les aspects positifs des projets régionaux;
- g) une meilleure interaction entre les pays;
- h) une identification plus facile des experts nationaux;
- i) les projets pourraient recourir à des documents déjà finalisés pour expliquer exactement ce qu'il conviendrait de faire dans des pays présentant des situations analogues;
- j) les projets régionaux ont contribué à la compréhension de diverses questions (l'exemple se rapporte aux projets de bromure de méthyle);
- k) une amélioration du processus de collecte des données a été observée, ainsi qu'une meilleure compréhension des données à recueillir;
- l) l'approche régionale a contribué à centraliser l'information, ce qui n'a pas été sans intérêt (c'est-à-dire qu'elle a favorisé des échanges concrets d'informations entre certains pays et qu'elle a permis d'organiser des réunions dans les différents pays avec des agents des douanes);
- m) ces projets ont facilité la constitution continue de réseaux, facteur très important dans le succès de tout projet.

39. Une série de RAP sur des projets de banques de halons a mis en évidence divers problèmes d'exécution. En Indonésie, une des questions clés a été de savoir comment aborder les problèmes rencontrés dans les nombreuses îles des pays dans lesquels étaient éparpillés les utilisateurs de halons. Initialement, la proposition de projet avait prévu l'achat d'unités simples de récupération de halons. Cependant, il est apparu plus efficace de renvoyer les cylindres au centre principal et, en lieu et place, de former des sociétés à la manipulation des halons en cylindres et de les expédier vers Djakarta. Cette réorientation a entraîné le recours à des cylindres supplémentaires et a nécessité la mise en place d'une aire de stockage au centre de recyclage.

40. En Turquie, le fait qu'une chambre consulaire (la Chambre d'industrie d'Ankara – ASO) qui a de bons rapports avec cette branche d'activité et qui est experte dans la fourniture de services tels que la réalisation de tests en laboratoire et de mesures, soit propriétaire de la banque de halons, a été déterminant dans le succès du projet. Les opérations de banques de halons n'étant pas financièrement viables, comme c'est le cas dans la plupart des pays, le fait qu'une chambre consulaire (ASO) soit propriétaire de la

banque - ce qui lui permettait aussi d'apporter des contributions en nature, est essentiel pour la réussite et la viabilité à terme de la banque.

41. Au Sri Lanka, le RAP a tiré la conclusion que des ateliers de renforcement des capacités visant à prendre en compte les utilisateurs de halons et les principales parties prenantes étaient nécessaires.

#### Leçons tirées des projets de formation

42. Plusieurs RAP sur des projets mis en œuvre en Chine ont souligné l'importance de la formation à différents niveaux des départements ministériels et la nécessité de poursuivre cette activité.

43. Aux fins de consultation rapide, les leçons tirées peuvent être résumées plus avant dans une liste récapitulative

### **LISTE RÉCAPITULATIVE DES ENSEIGNEMENTS TIRÉS**

•	Organisation de sessions initiales qui doivent rassembler toutes les parties prenantes afin qu'elles fassent connaître leur point de vue sur les objectifs, les stratégies et les solutions de remplacement et qu'elles en débattent.
•	Il importe de soumettre aux décideurs non seulement des informations sur la faisabilité technique, économique et environnementale, mais aussi une analyse financière.
•	Un cadre juridique créé pendant la durée de vie du projet motivera la société à exécuter plus rapidement les activités du projet.
•	Une bonne communication et une bonne compréhension entre les experts de l'Agence d'exécution, le BNO, et la société est importante pour garantir un transfert de connaissances afin de créer un renforcement des capacités et d'exécuter rapidement un projet.
•	La connaissance des procédures et des normes relatives à la passation de marchés publics et au recrutement au sein du BNO contribue à faciliter toutes les activités du projet.
•	Le fait d'avoir des experts ayant une bonne connaissance de la langue du pays est utile, surtout dans les tractations avec les petites entreprises.
•	Certaines technologies (celles à base de cristaux liquides, par exemple) ne sont peut-être pas le meilleur choix dans le contexte d'un pays en développement.
•	Une souplesse accrue dans la mise en œuvre du projet est nécessaire. Dès le stade de la conception du projet, les entreprises devraient bénéficier d'un nombre accru de licences afin de prendre en compte les différents choix technologiques et de veiller à ce que la qualité du produit reste inchangée dans toute la gamme de produits.
•	La recherche systématique d'autres méthodes est nécessaire. Ainsi, ces types de projets devraient avoir une ligne budgétaire permettant à ses responsables de réaliser de nouvelles expériences avec les autres nouvelles technologies au fur et à mesure qu'elles apparaissent sur le marché.
•	Des procédés novateurs peuvent provoquer des retards dans la mise en œuvre du projet.
•	Les projets régionaux peuvent souffrir de lenteurs dans l'échange de communications parce que tous les pays n'ont pas facilement accès à l'internet et aux télécommunications.
•	Les projets régionaux nécessitent souvent un suivi très intense à tous les stades de la mise en œuvre, ce qui peut prendre du temps et absorber des ressources humaines.
•	Certaines mesures d'incitation peuvent être nécessaires à l'échelon national, tel que l'établissement d'un contrat au niveau national pour des activités spécifiques, mais cette procédure risque d'engendrer des travaux administratifs supplémentaires.
•	Le fait qu'une chambre consulaire qui fournit également des contributions en nature possède une banque de halons, est essentiel pour le succès et la viabilité à terme de la banque.
•	Des programmes de sensibilisation sur mesure à l'intention des différents départements ministériels susceptibles d'utiliser les substances (dans ce cas, des halons) pendant une période plus longue, sont nécessaires.

**VII. Mesures que pourrait prendre le Comité exécutif**

44. Le Comité exécutif pourrait envisager:

- a) De prendre note du rapport d'achèvement global de 2012, incluant le calendrier de remise des rapports d'achèvement de projets (RAP) dus et des enseignements tirés figurant à l'Annexe II;
- b) De demander aux agences d'exécution et aux agences bilatérales intéressées:
  - i) D'établir, d'ici fin janvier 2013, en coopération avec le Secrétariat du Fonds multilatéral, la cohérence complète des données communiquées dans les rapports d'achèvement de projets, contenues dans l'inventaire et fournies dans les rapports périodiques annuels;
  - ii) De fournir, d'ici fin janvier 2013, les informations manquantes dans un certain nombre de RAP;
  - iii) D'éliminer, d'ici fin janvier 2013, l'arriéré des RAP sur les projets achevés avant la fin 2006;
- c) D'inviter toutes les parties participant à la préparation et la mise en œuvre de projets à tenir compte des enseignements tirés des RAP lors de la préparation et de la mise en œuvre des projets futurs.

**Annex I**  
**STATISTICS**

Table I

**SCHEDULE FOR PLANNED SUBMISSION OF PCRS IN 2012 AND ACTUAL DELIVERY**

	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-Investment PCRs	
			Schedule	Received	Schedule	Received
<b>UNDP</b>	February 2012					1DEM
	June 2012					1TAS
	August 2012			2ARS, 1FOA, 1PAG		3DEM, 2TAS
	September 2012		1	1PAG	8	1TAS
	<b>Total</b>		<b>1</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
<b>Status at September 16, 2012</b>				<b>+4</b>		<b>0</b>
	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-Investment PCRs	
			Schedule	Received	Schedule	Received
<b>UNEP</b>	November	Technical assistance			1	
		RMP			2	
	February	Technical Assistance			7	1
		RMP			11	
		ODS			1	
	March	Training			1	4
		Technical Assistance				1
	May	RMP			13	
		TAS			5	
		Training			1	
July	RMP			15		
<b>Total</b>				<b>57</b>	<b>6</b>	
<b>Status at September 16, 2012</b>						<b>-17</b>
	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-Investment PCRs	
			Schedule	Received	Schedule	Received
<b>UNIDO</b>	July 2012			1ARS		
	December 2012	Fumigant (2) Aerosol (1)	3			
	<b>Total</b>		<b>3</b>	<b>1</b>		
<b>Status at September 16, 2012</b>				<b>N/A</b>		
	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-Investment PCRs	
			Schedule	Received	Schedule	Received
<b>World Bank*</b>	December 2011			1ARS, 1HAL, 2FUM, 1REF, 3FOA, 1STE		2TAS
	February 2012	Aerosol (1) Methyl Bromide (1)	0		2	
	March 2012	Phaseout Plan (1) Aerosol (2) Solvents (1) Refrigeration (1)	5		0	
	June 2012	Halon (3)	1		2	
	<b>Total</b>		<b>6</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>2</b>
<b>Status at September 16, 2012</b>				<b>+3</b>		<b>-2</b>

\* Table includes expected PCRs for projects completed up through December 2010 with outstanding PCRs (23 total) *minus* PCRs that will be submitted by 31 December 2011 (expected 13). The World Bank will, in addition to the above schedule, be submitting PCRs in CY2012 for projects completed through 2011 and up to 30 June 2012.



Table II

**PCRS FOR INVESTMENT PROJECTS RECEIVED AND DUE BY IMPLEMENTING AGENCY, SECTOR AND YEAR  
(FOR PROJECTS COMPLETED UNTIL THE END OF 2011)**

Agency	Sector	PCR(s) Received in:															PCR(s) Due in <sup>1</sup>									
		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total	2004	2005	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
UNDP	Aerosol	1	-	9	4	11	-	-	4	3	5	2	-	-	-	1	40	-	-	-	-	-	-	-	1	1
	Foam	20	34	79	83	117	87	82	77	7	21	7	3	-	1	1	619	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Fumigant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Halon	-	-	3	13	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	18	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Phase-Out Plan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Process Agent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Refrigeration	1	22	2	33	9	22	39	42	1	4	3	1	-	-	-	179	-	-	-	-	-	1	-	-	1
	Solvent	3	-	-	19	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	25	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Sterilant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>56</b>	<b>93</b>	<b>152</b>	<b>137</b>	<b>110</b>	<b>122</b>	<b>126</b>	<b>11</b>	<b>31</b>	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>887</b>	-	-	-	-	-	1	-	1	2	
UNIDO	Aerosol	6	6	10	6	4	2	-	7	-	1	-	-	-	1	1	44	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Foam	8	22	3	22	11	15	11	14	8	2	1	1	-	-	-	118	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Fumigant	-	-	-	-	2	1	-	1	-	6	1	6	3	2	-	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Halon	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Process Agent	-	-	-	-	1	3	2	4	-	-	-	2	1	-	-	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Refrigeration	12	25	11	32	14	22	24	34	7	4	-	1	-	-	-	186	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Solvent	5	13	5	3	3	5	5	4	9	-	1	-	1	-	-	54	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>66</b>	<b>29</b>	<b>63</b>	<b>35</b>	<b>48</b>	<b>42</b>	<b>64</b>	<b>24</b>	<b>13</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>438</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
World Bank	Aerosol	4	6	6	-	1	-	2	5	2	-	-	-	1	-	27	-	2	-	-	-	-	-	-	-	2
	Foam	18	25	38	20	20	18	8	26	12	6	6	-	-	3	-	200	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Fumigant	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	2	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Halon	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	5	1	-	-	-	-	-	1	-	2
	Multiple Sectors	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Others	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Phase-Out Plan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	1	-	-	1
	Process Agent	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Production	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Refrigeration	18	24	22	26	15	16	12	21	9	7	1	-	1	1	-	173	-	1	-	-	-	-	-	-	1
	Solvent	15	4	3	1	-	-	-	3	-	1	-	-	-	-	-	27	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Sterilant	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total</b>	<b>59</b>	<b>60</b>	<b>73</b>	<b>48</b>	<b>36</b>	<b>34</b>	<b>23</b>	<b>56</b>	<b>24</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	-	<b>1</b>	<b>9</b>	-	<b>446</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	-	-	-	<b>1</b>	<b>1</b>	-	<b>7</b>	
Bilateral	Aerosol	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Foam	-	-	3	2	2	2	-	5	6	6	1	1	-	-	-	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Fumigant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-	1	-	-	1	2
	Halon	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Phase-Out Plan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Refrigeration	-	1	1	-	-	-	-	2	5	-	2	-	-	-	-	11	-	1	1	1	-	-	-	-	3
	Solvent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	-	2	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	-	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	-	<b>2</b>	<b>49</b>	-	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	-	-	<b>1</b>	<b>5</b>	
<b>Grand Total</b>		<b>116</b>	<b>183</b>	<b>200</b>	<b>265</b>	<b>211</b>	<b>194</b>	<b>187</b>	<b>253</b>	<b>70</b>	<b>67</b>	<b>28</b>	<b>19</b>	<b>8</b>	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>1820</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>14</b>

<sup>1</sup> 6 months after projects completion according to the Progress Report

Table III

**PROJECT COMPLETION REPORT RECEIVED AND DUE FOR NON-INVESTMENT PROJECTS  
(FOR PROJECTS COMPLETED UNTIL THE END OF 2011)**

Agency	Sector	See PCR(s) Received so far for Year Due															PCR(s) Due in <sup>1</sup>														
		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total	Before 1997	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
UNDP	Demonstration	-	-	5	-	-	6	1	2	-	-	-	-	-	3	3	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
	Technical Assistance	-	6	39	17	7	5	1	15	8	21	29	27	12	12	4	203	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	4	5	
	Training	-	18	6	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	<b>Total</b>	-	<b>24</b>	<b>50</b>	<b>17</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>17</b>	<b>8</b>	<b>21</b>	<b>33</b>	<b>27</b>	<b>12</b>	<b>15</b>	<b>7</b>	<b>251</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>1</b>	-	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>6</b>
UNEP	Technical Assistance	9	53	3	18	22	18	5	6	1	7	7	8	9	17	2	185	-	1	1	1	1	1	1	4	1	13	10	10	5	49
	Training	8	34	1	2	21	15	20	10	5	4	7	25	5	9	4	170	-	-	-	-	-	1	-	1	2	6	3	2	2	17
	<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>87</b>	<b>4</b>	<b>20</b>	<b>43</b>	<b>33</b>	<b>25</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>33</b>	<b>14</b>	<b>26</b>	<b>6</b>	<b>355</b>	-	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>19</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>66</b>
UNIDO	Demonstration	-	-	-	6	7	3	3	3	-	-	-	-	-	-	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Technical Assistance	-	6	8	-	4	1	3	4	3	15	9	6	2	3	-	64	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Training	-	1	1	-	5	6	7	1	-	1	-	-	-	-	-	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	<b>Total</b>	-	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>16</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>16</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	-	<b>108</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
World Bank	Demonstration	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	
	Technical Assistance	5	4	6	-	1	-	2	1	1	1	2	-	-	-	2	25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	4	-	5
	Training	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	-	<b>1</b>	-	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	-	-	-	<b>2</b>	<b>30</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>1</b>	-	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>6</b>
Bilateral	Demonstration	5	5	12	-	3	1	1	-	2	-	-	1	-	-	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	
	Technical Assistance	-	-	13	1	1	9	14	15	8	5	15	7	13	19	-	120	1	-	1	-	-	1	-	-	1	1	2	10	4	21
	Training	1	3	19	1	9	6	5	6	6	2	2	-	2	-	62	1	-	-	1	-	1	-	-	-	1	1	-	-	5	
	<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>44</b>	<b>2</b>	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>20</b>	<b>21</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	<b>17</b>	<b>8</b>	<b>15</b>	<b>19</b>	-	<b>212</b>	<b>2</b>	-	<b>1</b>	<b>1</b>	-	<b>2</b>	-	-	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>4</b>	<b>27</b>
<b>Grand Total</b>	<b>29</b>	<b>133</b>	<b>113</b>	<b>45</b>	<b>80</b>	<b>70</b>	<b>62</b>	<b>63</b>	<b>34</b>	<b>57</b>	<b>75</b>	<b>74</b>	<b>43</b>	<b>63</b>	<b>15</b>	<b>956</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>23</b>	<b>16</b>	<b>28</b>	<b>16</b>	<b>105</b>	

<sup>1</sup> 6 months after projects completion according to the Progress Report

Table IV

**SCHEDULE FOR SUBMISSION OF OUTSTANDING PCRS IN 2013  
(FOR PROJECTS COMPLETED UNTIL 31 DECEMBER 2011)**

<b>UNDP</b>	<b>Schedule</b>	<b>Sector</b>	<b>Investment PCRs</b>	<b>Non-Investment PCRs</b>
	September	ARS REF	2	6
	<b>Total</b>		<b>2</b>	<b>6</b>
<b>Total PCRs due as of 16 September 2012</b>			<b>2</b>	<b>6</b>
<b>UNEP</b>	<b>Schedule</b>	<b>Sector</b>	<b>Investment PCRs</b>	<b>Non-Investment PCRs</b>
	January	REF		15
		SEV		3
	April	PHA		1
		REF		15
		SEV		4
	July	HAL		1
		REF		18
		SEV		3
		ARS		5
	PHA		1	
<b>Total</b>			<b>66</b>	
<b>Total PCRs due as of 16 September 2012</b>			<b>N/A</b>	<b>66</b>
<b>UNIDO</b>	<b>Schedule</b>	<b>Sector</b>	<b>Investment PCRs</b>	<b>Non-Investment PCRs</b>
	January	SOL		1
	June	REF	1	
	September	REF	1	
	<b>Total</b>		<b>2</b>	<b>1</b>
<b>Total PCRs due as of 16 September 2012</b>			<b>N/A</b>	<b>N/A</b>
<b>World Bank</b>	<b>Schedule</b>	<b>Sector</b>	<b>Investment PCRs</b>	<b>Non-Investment PCRs</b>
	February	Methyl bromide		1
	July	Halon	1	
		Foam		1
<b>Total</b>		<b>1</b>	<b>1</b>	
<b>Total PCRs due as of 16 September 2012</b>			<b>7</b>	<b>6</b>

Table V

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2005 WITH DATA PROBLEMS  
(As of 5 November 2012)**

	Canada		Germany		Japan		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
<b>Incomplete Information</b>	1	1	1	1	1	1	33	33			32	32	11	10	79	78
<b>Solved as % of Total</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>				<b>100%</b>		<b>91%</b>		<b>99%</b>
<b>Data Inconsistencies</b>																
Date Approved	3	3					3	3							6	6
Planned Date of Completion			1	1			15	15			2	2	2	1	20	19
Revised Planned Date of Completion	3	3			2	2	23	23	3	3			27	26	58	57
Date Completed	2	2	1	1	2	2	22	22	1	1	1	1	6	6	35	35
Funds Approved	1	1	1	1									6	6	8	8
Funds Disbursed	1	1					4	4			1	1	5	5	11	11
ODP To Be Phased Out							2	2					3	3	5	5
ODP Phased Out							4	4			1	1	3	3	8	8
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>73</b>	<b>73</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>52</b>	<b>50</b>	<b>151</b>	<b>149</b>
<b>Solved as % of Total</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>96%</b>		<b>99%</b>

Table VI

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2006 WITH DATA PROBLEMS  
(As of 5 November 2012)**

	Australia		Canada		France		Germany		Japan		Poland		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
Incomplete Information	1	1	1	1	2		8	8					5	5	1	1	9	9	35	16	62	41
Solved as % of Total		100%		100%		0%		100%		N/A		N/A		100%		100%		100%		46%		66%
<b>Data Inconsistencies</b>																						
Date Approved	1	1			1		1	1											3	2	6	4
Planned Date of Completion	1	1	2	2	1										1	1			17	4	22	8
Revised Planned Date of Completion	1	1	5	5	1		4	4							3	3	1	1	43	8	58	22
Date Completed	2	2			2		3	3	1	1	1						1	1	5	3	15	10
Funds Approved			2	2	1		1	1											4	0	8	3
Funds Disbursed			4	4	1										1	1			4	0	10	5
ODP To Be Phased Out							2	2									1	1	5	2	8	5
ODP Phased Out			1	1	1		8	8	1	1							1	1	5	2	17	13
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>			<b>5</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>86</b>	<b>21</b>	<b>144</b>	<b>70</b>
Solved as % of Total		100%		100%		0%		100%		100%		0%		N/A		100%		100%		24%		49%

Table VII

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2007 WITH DATA PROBLEMS  
(As of 5 November 2012)**

	Canada		France		Germany		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
<b>Incomplete Information</b>	2	2			7	7	26	26			3	3	10		48	38
<b>Solved as % of Total</b>		100%				100%		100%				100%		0%		79%
<b>Data Inconsistencies</b>																
Date Approved									1	1			1		2	1
Planned Date of Completion									1	1			1		2	1
Revised Planned Date of Completion	1	1					1	1			5	5	15		22	7
Date Completed			1	1	6	6	9	9	1	1	1	1	5		23	18
Funds Approved											1	1	3		4	1
Funds Disbursed									1	1			4		5	1
ODP To Be Phased Out			1	1	2	2	12	12	2	2	1	1	2		20	18
ODP Phased Out			1	1	7	7	12	12			1	1	1		22	21
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>32</b>	<b>0</b>	<b>100</b>	<b>68</b>
<b>Solved as % of Total</b>		100%		100%		100%		100%		100%		100%		0%		68%

Table VIII

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2008 WITH DATA PROBLEMS  
(As of 5 November 2012)**

	Australia		Canada		France		Sweden		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
<b>Incomplete Information</b>	1	1	1	1					17	17	1	1	4	4	3		27	24
<b>Solved as % of Total</b>		100%		100%						100%		100%		100%		0%		89%
<b>Data Inconsistencies</b>																		
Date Approved									1	1			1	1	1		3	2
Planned Date of Completion	1	1	1	1			1	1	2	2			2	2	1		8	7
Revised Planned Date of Completion									6	6	3	3	1	1			10	10
Date Completed	1	1			1				14	14					1		18	15
ODP To Be Phased Out			1	1					12	12	2	2			1		16	15
ODP Phased Out			1	1					14	14	2	2			1		18	17
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>1</b>		<b>1</b>	<b>1</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>		<b>73</b>	<b>66</b>
<b>Solved as % of Total</b>		100%		100%		0%		100%		100%		100%		100%		0%		90%

Table IX

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2010 WITH DATA PROBLEMS  
(As of 5 November 2012)**

	Canada		Finland		France		Germany		Sweden		UNDP		UNEP		UNIDO		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
<b>Incomplete Information</b>			1				3	3			5	5			3	3	12	11
<b>Solved as % of Total</b>				<b>0%</b>				<b>100%</b>				<b>100%</b>				<b>100%</b>		<b>92%</b>
<b>Data Inconsistencies</b>																		
Date Approved							1	1			1	1					2	2
Planned Date of Completion											3	3					3	3
Revised Planned Date of Completion	1	1					3	3	1	1	3	3	1	1	2	2	11	11
Date Completed							1	1			4	4					5	5
ODP To Be Phased Out					1		7	7			2	2					10	9
ODP Phased Out							4	4			4	4	1	1	3	3	12	12
Funds Approved													1	1			1	1
Funds Disbursed													5	5			5	5
	<b>1</b>	<b>1</b>			<b>1</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>49</b>	<b>48</b>
<b>Solved as % of Total</b>		<b>100%</b>				<b>0%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>100%</b>		<b>98%</b>



Table X

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2011 WITH DATA PROBLEMS**  
(As of 5 November 2012)

	Australia		Canada		Sweden		UNDP		UNEP		UNIDO		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
<b>Incomplete Information</b>	1						7	7	2	2	1	1	11	10
<b>Solved as % of Total</b>								100%		100%		100%		91%
<b>Data Inconsistencies</b>														
Date Approved									1	1	1	1	2	2
Planned Date of Completion	1												1	0
Revised Planned Date of Completion	1		1		3		10	10	4	4	1	1	20	15
Date Completed	1				2		3	3			3	3	9	6
ODP To Be Phased Out	1				1		2	2	1	1			5	3
ODP Phased Out							5	5	1	1			6	6
Funds Approved	1				1								2	0
Funds Disbursed					2						1	1	3	1
	5	0	1	0	9	0	20	20	7	7	6	6	48	33
<b>Solved as % of Total</b>		0%		0%		0%		100%		100%		100%		69%

Table XI

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2012 WITH DATA PROBLEMS  
(As of 5 November 2012)**

	France		Italy		UNDP		World Bank		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
<b>Incomplete Information</b>	1				7	7	5		13	7
<b>Solved as % of Total</b>		<b>0%</b>				<b>100%</b>		<b>0%</b>		<b>54%</b>
<b>Data Inconsistencies</b>										
Revised Planned Date of Completion			1		4	4	2		7	4
Date Completed	1		2		3	3	1		7	3
ODP To Be Phased Out	1				1	1	3		5	1
ODP Phased Out	1				2	2	1		4	2
	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>23</b>	<b>10</b>
<b>Solved as % of Total</b>		<b>0%</b>		<b>0%</b>		<b>100%</b>		<b>0%</b>		<b>43%</b>

## Annex II

### LESSONS LEARNED REPORTED IN PROJECT COMPLETION REPORTS

#### A. INVESTMENT PROJECTS

- (a) Phase-out of CTC as process agent in two applications at Braskem in Brazil:
  - (i) Problems related to the temperature set up occurred during the resetting of the incinerator, which took almost 40 days to be solved. Correction procedures were made and the incinerator could meet the required performance. In this sense, a contention plan with a risk log for potential interventions measures could be prepared to minimize any stop overs during the process (BRA/PAG/54/INV/281);
- (b) Replacement of CFC-12 refrigerant with HCFC-22 in the manufacture of small and medium open compressors at five enterprises (Dalian No.2, Shanghai Minhang, Zhejiang Beifeng, Zhejiang Chunlian, Zhejiang Yuhuan) in China:
  - (i) A reasonable and integrated feasibility study is key for the smooth implementation of the project. During project implementation, it was discovered several times that necessary equipment, not included in the feasibility study stage, caused delay and inconvenience for implementation;
  - (ii) Sufficient funding must be guaranteed for every step of project implementation. As it was noticed later during project implementation, some necessary equipment was omitted in the initial estimate, and the companies had to spend more than the originally planned budget and counterpart funding increased;
  - (iii) Timely and periodic supervision of relevant project stakeholders would ensure that the project proceeds within the scheduled timeframe as much as possible. Cooperation between enterprise and equipment and technology suppliers is crucial;
  - (iv) Efficient and timely communication between the international implementing agency, national implementing agency and the beneficiary companies are of great necessity to address problems;
  - (v) The CFC phase-out was counted at the compressor manufacturer level which was facilitated under this sector plan (CPR/REF/36/INV/389);
- (c) Umbrella projects for terminal phase-out of ODS in the solvent sector (first phase) (DRC/SOL/51/INV/25) and (second phase) (DRC/SOL/56/INV/28) in the Democratic Republic of the Congo:
  - (i) Visits of the implementing agency to the project site for all stakeholders are also an important aspect for the successful and smoothly implementation of the projects;

- (ii) Monitoring and benchmarking project implementation to ensure a prompt return to compliance and ensuring that corrective action is taken where necessary is an important ingredient in the successful implementation of the projects;
- (d) National CFC phase-out plan: 2005 annual implementation programme in the Islamic Republic of Iran:
  - (i) A major issue after two rounds of training remains the fact the recycling requires enforcement through the government system. The provisional ozone officers are very motivated and do really a good job in monitoring the use. However, they mostly work on their own and physically it is impossible to cover all the country since the Islamic Republic of Iran is a huge country. Therefore, it is realistic to believe that such programme will always have some failure rate, which is also confirmed by experiences in Europe, like Germany, France and the Netherlands. Taking into account these facts, the project has been quite successful and the responsible very motivated. There is rarely another country where such intensive monitoring and training has taken place. The provision of training onsite during commissioning was a very good thing to do. The contact between the ozone officers and the supplier representative is well established (IRA/PHA/45/INV/171);
- (e) Terminal halon-1211 and halon-1301 phase-out umbrella project for fire equipment manufacturers and suppliers in Jordan converting to ABC powder, CO<sub>2</sub>, HFC-227ea and inert gases as substitutes:
  - (i) Due to the nature of the project which involved a number of small enterprises, the easiest way for implementation was through provision of allocations for small similar packages of equipment (including CO<sub>2</sub> filling equipment and tools) (JOR/HAL/32/INV/69);
- (f) Phase-out of CFC consumption in the manufacture of aerosol metered-dose inhalers (MDIs) in Mexico:
  - (i) Reformulating CFC MDIs to use HFA-134a was a complex and resource intensive effort with significant outcomes and substantial challenges for patients, policymakers, MDI companies, and the medical community. International organization as UNIDO played an important catalytic role on strategy level, supporting the transition to non-CFC based MDIs under the Montreal Protocol in the particular region and coordinating the diffusion of best practices;
  - (ii) Involvement of the National Ozone Unit (NOU) in the project implementation was essential. NOU staff plays an important role in successful project implementation;
  - (iii) The workshop on the “Transition to CFC-Free Metered Dose Inhalers (MDI) Products” in Mexico organized by UNIDO and NOU was very useful for the Salus company to become confident in using HFC-134a in MDI manufacturing. In addition, the visit to the company provided benefit to the company by giving opportunity to see the new equipment and the trend in the MDI manufacturing industry worldwide. This kind of activity is to be continued;
  - (iv) The project was a shining example of international cooperation between the governmental bodies (Ministries of Environment and Health of Mexico), United

Nations Industrial Development Organization as implementing agency of the project and industry as equipment and technology provider (MEX/ARS/53/INV/135);

- (g) Phase-out of the use of CFCs in remaining foam enterprises in Pakistan: Pakistan Insulation, Simpson Wire, HEPCO, Indus Plastic, Workman and Thermocraft Engineering:
  - (i) Through several months, and in one case several years of consultation in regards to alternative technologies with NBP and the World Bank consultants, group enterprises were able to choose technologies with which they felt relatively comfortable (in terms of capacity and cost) (PAK/FOA/41/INV/58);
- (h) Phase-out of CFC-11 by conversion to liquid carbon dioxide technology in the manufacture of flexible polyurethane foam at Supermousse in Tunisia:
  - (i) The technology chosen by the enterprise represents the trade-offs that must be made by industry when ceasing to use CFC. Although the technology is environmentally friendly and will lower Supermousse's long-term operating costs, LCD technology is problematic in terms of product quality for certain foam densities. From the project design stage, enterprises should be given more licenses to factor in different technology choices to ensure that product quality remains the same across the spectrum of products. In this case, the enterprise had to contribute additional resources for the use of MC (ventilation, etc.) (TUN/FOA/26/INV/33);
- (i) Phase-out of methyl bromide (MB) in the dried fig sector in Turkey:
  - (i) Lessons learned in relation to technical issues: There is a need to have a continuous search for alternative methods. Thus these types of projects should have a budget line to conduct further tests with the newly developed alternative technologies as they emerge;
  - (ii) Lessons learned in relation to outside cooperation: 1) Establishing a network between the implementing agency (TARIS) and other dried fig processing companies allows them to directly exchange their experiences. 2) Foreign companies with high technology know-how (eg. lids of the high pressure tanks) must collaborate with the local manufacturers to lower the cost of investment and produce the equipment locally; 3) Lessons learned in relation to Executive Committee Policy, Executing Agency (TARIS) Performance and Government Support: a. Having an explanatory training period for all those involved in the project implementation at the onset of the project can help to build closer links and better understanding among the counterparts; b. Closer links between the NOU and the executing agency and the stakeholders in the sector can speed up the phase-out process especially in developing countries (TUR/FUM/31/INV/69).

## **B. NON-INVESTMENT PROJECTS**

- (a) Policy training for local authorities (3<sup>rd</sup> tranche) in China:
  - (i) The conducted training programme workshops, ODS regulations and awareness campaign for ESB and customs enforcement officers led the Government of China in meeting its compliance commitments and achieving their ODS phase-out;
  - (ii) The need of additional training programme to cover all customs checkpoints along the border in the Government of Urumchi in Xinjiang autonomous region in October 2010 ensure that they are understand on monitoring and controlling of ODS;
  - (iii) The need of additional training programme to cover remaining customs and enforcement officers;
  - (iv) The need of more awareness programmes should be implemented on ODS to the public sector and other Government departments;
  - (v) Strengthening cooperation between concerned Government departments, especially between local ESB and customs, and other institutions related to ODS for sustainable implementation is essential in phasing out of ODS;
  - (vi) Limited cooperation on combating illegal ODS between local ESB and customs is an issue. Their first attempt to collaborate was in 2010; there are still many obstacles before the two departments cooperation can be made more permanent and self-sustaining. The government is concerned that the momenta for the collaboration may be lost after the closure of this project (CPR/SEV/43/TRA/413);
- (b) Technical assistance project to install alternatives, achieve compliance and phase-out MB in Fiji:
  - (i) Close coordination with relevant Ministries for monitoring activities are effective strategy for the timely submission of data and reports;
  - (ii) Awareness campaign including TV ads and other media advertisements and publishing are very effective awareness-raising strategy;
  - (iii) To study weather patterns of locations before commissioning any project which deals with solar or any other aspects of the weather;
  - (iv) Knowing your audience and level of competency of individuals for any training; and
  - (v) Continuous networking is very important for any successful outcome (FIJ/FUM/47/TAS/17);
- (c) Global – Develop materials to educate children on ozone layer protection:
  - (i) The project was very challenging as the programme did not have previous experience in developing videos for children. The output had simple messages to

all target audiences and the NOUs felt that it was important to translate the video into local languages and broadcast through national and commercial television stations in 70 countries (GLO/SEV/30/TAS/210);

- (d) Implementation of the refrigerant management plan update: technical assistance programme for the promotion of good practices and recovery and recycling in Honduras:
  - (i) While the initial spares for the previous phase of the recovery and recycling were obtained rather quickly, delays at critical points in time were encountered after that. When this happens, more flexibility for a total re-design of a project may be useful in future in order to ensure success (HON/REF/44/TAS/15);
- (e) Alternatives to MB for structural fumigation in Mexico:
  - (i) One of the lessons learned through the project is the importance of initial sessions in order to share and discuss objectives, strategies and alternatives to MB, as well as to raise the interest of MB users in participating in demonstration projects;
  - (ii) Such enterprises/technicians need to be involved from the very beginning in order to facilitate the application and ongoing use of alternatives to MB fumigation;
  - (iii) When soliciting the participation of private companies in a demonstration project of this nature, it is important to provide decision-makers not only with information on technical economic and environmental feasibility, but also a financial analysis. This aspect had not been initially integrated in the documentation presented to companies to support their decision-making process and was underlined by some as a problem. Likewise, following the completion of the demonstration project, the results analysis and reports should include an evaluation of economic and financial aspects of the demonstration project so as to provide the best information possible to companies to help them prepare adequately for the upcoming MB ban (MEX/FUM/26/DEM/86);
- (f) Alternatives to MB for eradication of tea nematodes in Sri Lanka:
  - (i) The project showed successful adoption of effective, practicable and economically feasible alternatives to MB as: 1) Organic amendments; 2) Chemical nematicides; 3) Biological control; 4) Screening of tea clones; 5) Soil substitutes; and 6) Intergrated pest management (IPM);
  - (ii) Demonstration sites that can accessible by planters and other stakeholders allowed them to learn how to use the new techniques. IPM training and implementation tools and documentation were formulated on how to use the alternatives. Choosing alternatives in keeping with the local availability of different materials have been useful. Use of alternatives in nurseries or in the field and practical demonstration contributed to the success of the project;
  - (iii) In summary some of the successful highlights are: 1) Choosing alternatives in keeping with the local availability; 2) Designing sites and setting up of controls to compare and contrast with the treatment; 3) Record keeping and analysis; 4) Staff training of technical assistances, extension officers and research assistants; 5) An international workshop to bring together planters and other

users and investigators for tea production to discuss alternatives; 6) Evaluation of alternatives for both nursery and field uses; 7) Testing of tea clones; 8) Put in place exhibition sites; and 9) Awareness programmes including extension campaigns, workshops, field day programmes to educate commercial nursery holders, tea smallholders, senior and middle level management staff and nursery staff (SRL/FUM/27/DEM/13);

- (g) Validation of the use of HFO-1234ze as blowing agent in the manufacture of extruded polystyrene foam board stock (phase I) in Turkey:
  - (i) HFO-1234ze shows very good insulation parameters as reported in the technology report and is a promising technology; however, in order to receive acceptable physical properties of the resulting foam product, it requires use with an additional blowing agent such as in this case was DME component which is flammable. Safety precautions and investments are required in-house. Trials with other co-blowing agents were not planned originally and have not been carried out;
  - (ii) The impact of existing extruders (production equipment) has not been tested due to limited resources and expensive trials. To complete the tests supplementary funds would be required to the scale of US\$ 150,000 which includes retrofit of extruders (not included in the original project's budget) to optimize solubility (improve insulation) and end product quality;
  - (iii) Busy production seasons do not allow carrying out frequent trials as required by the project plan. The gap between two trials in the project was 8 months (TUR/FOA/60/DEM/9).

-----